



# UN MONDE EN COMMUN, DES ENJEUX PARTAGÉS ENTRE TERRITOIRES

## UNE AUTRE RÉALITÉ DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : LES INITIATIVES CITOYENNES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (ICCI).

### SI PROCHE, SI LOIN

Près de chez vous, au sein du mouvement associatif, on compte en moyenne 900 acteurs engagés dans des dynamiques de solidarité internationale dans chacune de nos régions. C'est 1% du mouvement associatif en France. Pragmatiques, engagés, ancrés dans les réalités de terrain, ils agissent pour des enjeux mondiaux d'accès à l'eau, de santé, d'éducation, de droits humains, etc.

**Piliers d'une démocratie de proximité et ouverte sur le monde**, ils nourrissent une opinion publique majoritairement favorable à l'aide au développement<sup>1</sup>, et incarnent une solidarité active qui œuvre à mailler le territoire, ici et là-bas :

- par leur engagement citoyen,
- pour une planète habitable,
- pour une société plus juste,
- pour que les droits humains soient partout respectés.



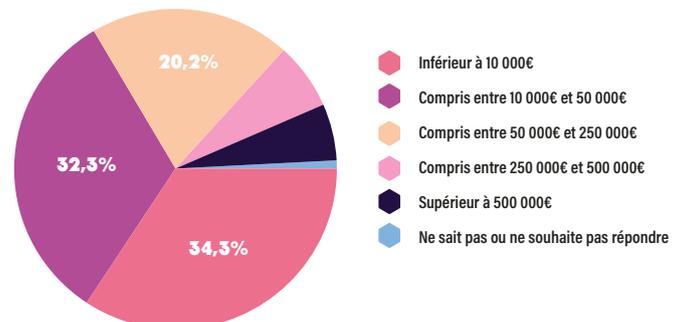
### ET SI ON PORTAIT UN NOUVEAU REGARD SUR CES INITIATIVES ?

Au contact de nos concitoyens depuis de nombreuses années dans près de 15 régions françaises, les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA) ouvrent une fenêtre, grâce à leurs observatoires, sur ces initiatives profondément ancrées dans les écosystèmes d'acteurs territoriaux.

### DES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, EMPLOYEURS ET POURVOYEURS D'EXPERTISE

Gouvernance démocratique, conception innovante, mobilisation de financements privés et publics, mise en œuvre partagée, c'est leur quotidien. En qualité de bénévole, de gestionnaire, de citoyen, de professionnel, ils ont la modestie de ne pas vous dire qu'ils participent d'un mouvement qui rassemble en France près de 14 % des emplois et pèse pour 10 % du PIB.

### Le budget annuel de votre organisation est



<sup>1</sup> (En 2025 56% des Français en faveur d'un maintien ou d'une augmentation de l'aide publique au développement, Focus 2030)

## OUI, ET EN CHIFFRES ?

**25 % sont des structures employeuses.** Un tiers a un budget annuel inférieur à 50 000 €, et seulement 15 % dépassent les 250 000 €. Elles mobilisent l'expertise auprès de partenaires et de prestataires, elles génèrent de l'activité économique dans de nombreux secteurs en dehors même de l'économie du care. **Trois quarts des associations de solidarité internationale sont 100 % bénévoles et participent du mouvement.**

## LA PARTIE ÉMERGÉE D'UN ICEBERG

Les RRMA accompagnent près de 400 structures par an. Le soutien à ces initiatives citoyennes doit permettre d'embrasser la diversité des acteurs, car tous contribuent par leurs professionnalismes, leurs engagements, leurs actions à porter localement des changements sur des enjeux partagés. **Lesquels ?**

**FAIRE SOCIÉTÉ, FABRIQUER LA PAIX,  
RENDRE LA PLANÈTE HABITABLE.  
SUR TOUS LES TERRITOIRES.**

## COMMENT ?

Par des projets enracinés localement dans des partenariats.

### DURABLES

Ces partenariats sont souvent de longue date, 60% d'entre eux ont plus de 3 ans d'ancienneté, 37% ont plus de 10 ans.

Les partenariats dépassent le temps court des projets pour tisser des liens dans le temps long. Certains célèbrent leurs dixième, vingtième, trentième anniversaire ! Un ancrage qui orne même les panneaux de signalisation à l'entrée de nombreuses villes françaises.

### DES INITIATIVES À IMPACTS EN FRANCE

Les acteurs des projets mènent en France de nombreuses actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale. Véritable levier d'engagement, l'ECSI renforce l'adhésion citoyenne aux politiques de coopération, sensibilise les citoyens aux enjeux globaux et favorise **une compréhension d'un monde où tout est lié.**

Implantées dans tous les territoires, les organisations qui portent ces projets irriguent le tissu local : près de la moitié contribuent à **l'animation du territoire** et au lien social, y compris en zones rurales, en quartiers prioritaires et autres espaces souvent plus éloignés de ces enjeux.

Près de la moitié des initiatives est pensée pour répondre à des problématiques communes, loin des dichotomies entre un « ici » et « là-bas », mais bien pour accompagner **des coopérations de territoires à territoires sur des enjeux partagés.**

Ces initiatives favorisent aussi la **mobilité internationale** via l'accueil ou l'envoi de volontaires et contribuent à des parcours d'insertion, en particulier pour les jeunes, enjeu qui est au centre des politiques publiques locales.

## ÊTES-VOUS SÛR DE BIEN COMPTER ?

La mesure est prise souvent sur des associations dont la solidarité internationale est le cœur de l'objet social, mais parfois cette ouverture est une activité spécifique, un levier pour des organisations portées localement sur des activités autour de l'éducation, de la santé, de la culture, du sport, de l'insertion professionnelle, de la mobilité et bien d'autres domaines encore. **En bref, le mouvement d'internationalisation des associations est bien plus large !**

### MULTI-ACTEURS

67% des acteurs ont au moins 1 partenaire opérationnel qui appuie la mise en œuvre en France. Ces partenariats noués par les porteurs d'initiatives sont multi-acteurs, ils impliquent à la fois des associations (83%), des collectivités territoriales (50%), des établissements d'éducation (35%), des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche (35%) ou encore des entreprises (22%).

**69%**  
69% des projets de coopération à l'international comportent un volet sensibilisation en France

**55%**  
55% comportent un volet communication en France

**44%**

44% des projets de coopération à l'international sont pensés pour répondre à des problématiques ou enjeux communs tant en France qu'à l'international

**37%**

37% s'appuient sur l'expertise d'acteurs de leur région en France et valorisent cette expertise à l'international

**36%**

36% comportent un volet mobilité permettant à un ou plusieurs jeunes français de vivre une expérience à l'international

**45%**

Environ 45% contribuent à l'animation du territoire et au renforcement du lien social grâce aux actions organisées en France

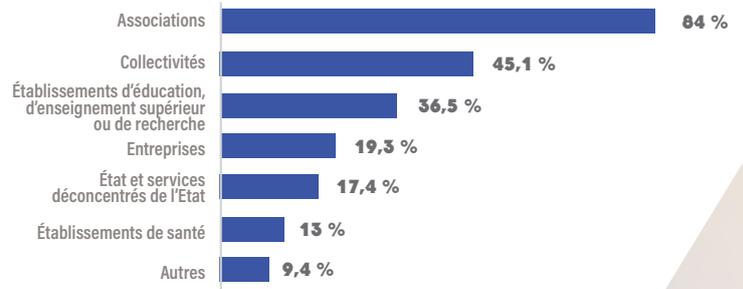
## TOURNÉS VERS L'INTERNATIONAL

Ces initiatives ont des partenaires opérationnels à l'international dans 73% des cas.

Les ICCI nouent des partenariats internationaux principalement avec des associations (85%) mais aussi avec des collectivités territoriales (41%), des établissements d'éducation, d'enseignement supérieur ou de recherche (37%),

**pour travailler sur des enjeux partagés et à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.**

### Types de partenaires opérationnels en France et à l'étranger



## QUELS LEVIERS FINANCIERS ?

### DES FINANCEMENTS LOCAUX MOTEURS DE L'ACTION

Alors que la loi de finances 2025 acte une baisse historique de 2,3 milliards € pour l'Aide Publique au Développement (APD), les impacts sont déjà visibles : **71% des porteurs d'initiatives interrogés constatent une baisse de leurs financements** durant la période 2023-2025.

Face à cette baisse de l'APD, il convient de regarder d'un peu plus près les dispositifs qui soutiennent les acteurs au niveau régional. Sur 200 dispositifs de financements répertoriés en région, **les RRMA ont pu analyser en détail 82 d'entre eux**, révélant plus de **12,23 millions d'euros mobilisés en 2024** pour appuyer les initiatives locales.

- Le premier euro levé par ces structures sont des fonds privés via des activités génératrices de revenus et/ou des dons et du mécénat.
- Environ 78% des acteurs mobilisent des financements en région.

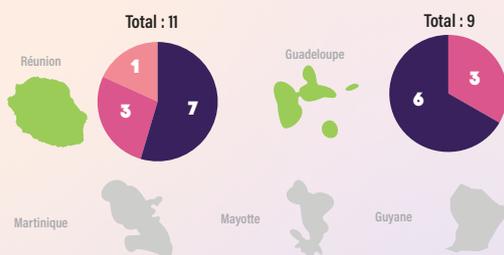
Ces dispositifs représentent en moyenne **43 % de cofinancements**, ce qui permet, par extrapolation, de **mobiliser plus de 17,48 millions d'euros à partir de ces seuls 82 dispositifs analysés**.

**Un enjeu d'accessibilité sur les fonds existants** : près de 59% des acteurs qui ne sollicitent pas de financements en région ou au national déclarent simplement ne pas les connaître. Ce constat met en lumière le manque de visibilité des dispositifs existants, freinant l'accès à ces dispositifs pourtant structurants.

**Un enjeu de structuration des initiatives, par un accompagnement adapté aux spécificités locales** :

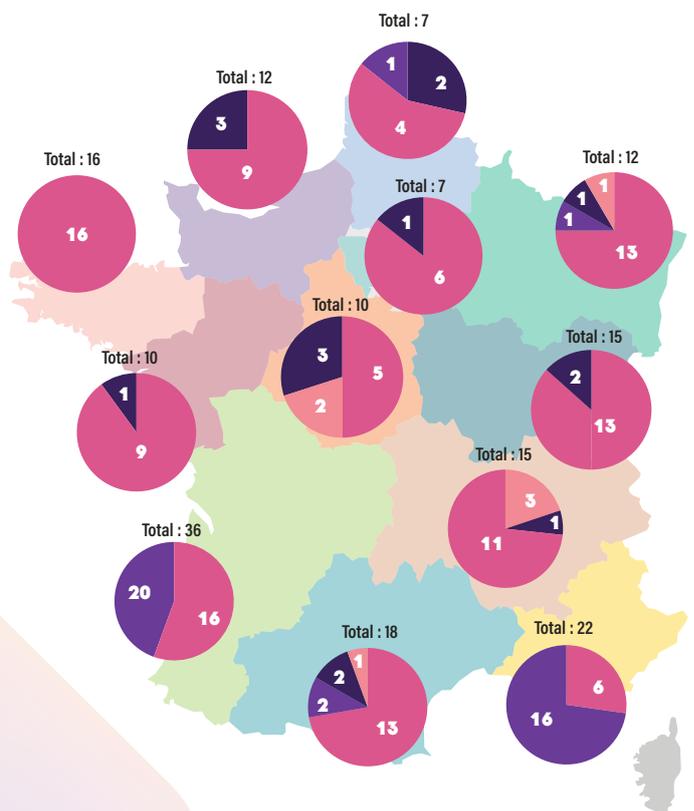
- Ici, travailler ensemble avec les bailleurs pour simplifier l'accès.
- Là, soutenir l'émergence de nouveaux dispositifs.
- Ailleurs, favoriser la complémentarité entre dispositifs existants pour renforcer la structuration des porteurs de projets, et une offre « sans couture » pour accompagner les initiatives là où elles sont, là où elles veulent aller.

**Accessibilité, Amorçage, Trajectoire sont le triptyque de la mission d'accompagnement des RRMA**



### Nombre de dispositifs par type de bailleurs en région

- Collectivités territoriales
- État et organismes déconcentrés
- Fondations et entreprises
- Autres (dont associations)



## L'APD FACE AUX INITIATIVES CITOYENNES : INVESTIR, ASSURER, DIVERSIFIER

Ce sont les financements privés et publics à l'échelle des territoires qui soutiennent majoritairement ces initiatives.

Les fonds de l'État, via l'AFD qu'ils soient directs ou portés par des programmes comme la Plateforme Territorialisée des Micro-Projets (PTMP) piloté par La Guilde en partenariat notamment avec les RRMA via la CIRMA, conservent un rôle clé : au-delà de leur apport financier, ils légitiment les projets et amplifient leur attractivité auprès d'autres bailleurs. Les fonds de l'APD ont valeur d'investissement sur les territoires, pour lever d'autres financements territoriaux.

**Dans la construction budgétaire des porteurs de projets, l'APD c'est parfois le premier euro de l'investisseur, parfois le dernier de l'assureur.**

Les collectivités territoriales, qui représentent 61 % de ces financements, témoignent de cette forte adéquation avec les priorités locales, l'ancrage territorial de ces initiatives et le lien avec des enjeux nationaux (notamment sur la contribution de la France à l'atteinte des ODD en 2030).

## RENOUVELER LES APPROCHES, ACCOMPAGNER LES ACTEURS

**Parler d'«initiative citoyenne», c'est élargir le cadre.**

La logique de projet, dont on observe la qualité et la portée dans les pays du Sud, n'est pas suffisante pour saisir la richesse et la portée de ces dynamiques. Ici, ce sont des **citoyens via des organisations de la société civile** qui sont moteur dans la **mobilisation et l'adhésion aux enjeux internationaux**. Cette notion invite à considérer que l'**accompagnement** de ces initiatives va au-delà du projet et **renforce les structures qui les portent** pour en consolider l'autonomie et l'impact.

**Parler de « coopération internationale » c'est mettre en lumière la construction de relations réciproques entre partenaires, ancrées dans leurs territoires,**

**en France comme à l'étranger, autour d'enjeux et d'intérêts communs — pour l'atteinte des ODD.**

Le débat public l'a démontré. Il ne s'agit plus de penser une France « qui aide » sur des « terrains d'intervention ». Il s'agit de reconnaître un projet à l'aune de ses résultats « au Sud », et de soutenir des **initiatives durables**, porteuses d'**impacts partagés**, dans un **espace de coopération à double ancrage**.

**C'est grâce à cela que les ICCI participent d'un débat public éclairé, en proximité avec leurs concitoyens, sur les enjeux internationaux.**

## UN ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE

Les études menées par les RRMA sur les modèles socio-économiques des associations de solidarité internationale (AMSASI) sont claires : professionnalisation, redevabilité accrue, pérennisation de l'engagement bénévole et renouvellement générationnel, raréfaction des financements, ... les défis sont nombreux.

**65% des organisations interrogées indiquent vouloir être accompagnées** par une organisation de leur territoire **pour faire face aux mutations** qu'elles traversent.

Les résultats sont là :

**44 % des projets accompagnés par les RRMA obtiennent un financement.** En parallèle, près de 8 porteurs sur 10 mobilisent des financements régionaux. Preuve que l'accompagnement et le financement vont de pair : les organisations accompagnées mobilisent davantage de financements.

L'accompagnement permet d'appuyer tant la maturation de l'ICCI que celle de celui qui la porte. Il est en ce sens technique (gestion du projet, Approche Orienté Changement) et stratégique. Il permet aux organisations **de réfléchir à leur identité et leurs impacts ici et là-bas** : renforcer l'adhésion citoyenne, sortir des logiques d'aide, diversifier les modèles économiques, élargir les publics touchés... Cet accompagnement est nécessaire pour assurer la pérennité et le renouvellement des ICCI avec des **structures renforcées et portant une vision ambitieuse de la solidarité**.

En plus de **faciliter l'accès aux dispositifs de financement**, les **RRMA** assurent un accompagnement de proximité, stratégique et structurant, au service des porteurs de projets et de leur ancrage territorial. Trois directions sont données à cette mission d'accompagnement autour de la centralité du projet à l'international :

La **citoyenneté**, en tissant des liens entre activités d'ECSI et actions portées sur les territoires et dans les pays d'intervention.

L'**employabilité**, en veillant à ce que le tissu se renforce par l'accès et la pérennisation des emplois dans les structures en France, mais aussi le développement de compétences transversales.

La **mobilité**, qui permet aux jeunes de développer leurs engagements, de développer l'expertise, de mobiliser nos concitoyens, dans des dispositifs de volontariats (VIES) de qualité.

## LES RRMA, AU CŒUR DES DYNAMIQUES TERRITORIALES

Implantés dans **15 régions dont 3 territoires d'Outre-mer**, les Réseaux Régionaux Multi Acteurs (RRMA) s'appuient sur la mobilisation de plus de 110 salariés dans 25 antennes sur l'ensemble du territoire français, et sont fédérés par la CIRMA au niveau inter-régional.

Les RRMA comptent **plus de 1400 structures adhérentes**, dont un millier d'associations, 200 collectivités territoriales, des fondations, des entreprises et de nombreux établissements d'enseignement et de recherche. **Une force collective unique.**

## LES MISSIONS DES RRMA

**OBSERVATOIRE DES DYNAMIQUES DE COOPÉRATION ET DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALES DANS LES TERRITOIRES**

**ANIMATION TERRITORIALE**

**RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DES ACTEURS À AGIR ET DE LA QUALITÉ DE LEURS PROJETS**

**COORDINATION DE PROGRAMMES ET DE PROJETS MUTUALISÉS**

**APPUI AUX POLITIQUES PUBLIQUES**

**DÉVELOPPEMENT DE L'ENGAGEMENT DES TERRITOIRES EN FAVEUR DE LA CSI ET DES ODD**



## UN MONDE EN COMMUN, DES ENJEUX PARTAGÉS ENTRE TERRITOIRES

*Les données de cette plaquette proviennent d'une enquête nationale menée par les RRMA via la CIRRMA en 2025, 248 associations portant des microprojets y ont répondu. Les données sont également issues des études et observatoires territoriaux des RRMA.*

*Le présent document bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement. Néanmoins les idées et les opinions ne présentent pas nécessairement celles de l'AFD.*

**Crédits photos :** pixabay.com

**Création graphique :** Agence Beyond - [www.get-beyond.fr](http://www.get-beyond.fr)

Juillet 2025

### CONTACTS

**Franck Fortuné**  
Délégué général de la CIRRMA  
[coordination@rrma.fr](mailto:coordination@rrma.fr)

**Gaël Clabecq**  
Directeur des programmes de la CIRRMA  
[direction.programmes@rrma.fr](mailto:direction.programmes@rrma.fr)